

LA LIBRE 19/12/2009

"NE PAS AFFAIBLIR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE"

Le paquebot Commission communautaire française de Bruxelles (Cocof) n'a d'espoir de tenir la ligne de flottaison budgétaire en 2010 qu'après avoir reçu un kit de survie provisoire de 12,5 millions de la Communauté française. Sans solidarité durable des entités francophones gérées par les mêmes formations, les rustines de la majorité ne feront que retarder son naufrage, a affirmé vendredi la chef du groupe MR au parlement francophone bruxellois, Françoise Schepmans. Le ministre wallon du Budget, André Antoine, a dit qu'il était prêt à renouveler l'aide en sa faveur "si nécessaire", a répliqué le chef de file des ministres de l'institution bruxelloise francophone Christos Doulkeridis. Pour lui, il importe de veiller à ne pas affaiblir la Communauté française par un jeu de vases communicants trop appuyé, car elle exerce des compétences essentielles pour les Wallons et les Bruxellois, comme l'enseignement, la culture et le sport. Dans le cadre du débat budgétaire organisé en séance plénière, Françoise Schepmans a reconnu un mérite à Christos Doulkeridis, chargée du Budget de cette institution qui veille au sort des 900 000 francophones de la capitale : avoir réussi à maintenir le navire à flot dans une mer fort agitée et avoir prévu des moyens complémentaires pour les personnes handicapées. Mais aux yeux de l'élue libérale, la majorité est inconséquente. Elle annonce de grands chantiers, notamment dans le domaine de la formation professionnelle, mais les 345 000 euros supplémentaires pour Bruxelles Formation ne suffiront pas pour relever le défi démographique et de l'aggravation du chômage. Dans sa réplique, Christos Doulkeridis a souligné qu'obtenir un refinancement structurel partiel de la CoCof par la Communauté française n'était pas un objectif en soi car celle-ci ne se trouvait pas non plus dans une situation florissante, tandis qu'elle exerce des compétences importantes pour tous les francophones. Pour Christos Doulkeridis, l'aide de la Communauté française ne sera nécessaire que tant qu'il n'y a pas de refinancement digne de ce nom de la CoCof par le fédéral. (Belga)